
Vol. 57

LÉVIS — AVRIL - MAI - JUIN 1951

No 2

N° 674

LE BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

REVUE D'ARCHEOLOGIE, D'HISTOIRE, DE
BIOGRAPHIE, DE BIBLIOGRAPHIE, DE
NUMISMATIQUE, ETC., ETC.



DIRECTEUR

ANTOINE ROY

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe
Ministère des Postes, Ottawa.

BULLETIN DES RECHERCHES HISTORIQUES

Vol. 57

LÉVIS — AVRIL - MAI - JUIN 1951

No 2

Anne Le Maistre, veuve de Louis Le Roy, de Dieppe

Par LEON ROY

Conservateur des
Archives Judiciaires de Québec

DANS son ouvrage: *Nicolas Le Roy et ses descendants*, publié en 1897, Joseph-Edmond Roy (1858-1913) écrivait (p. 48): "J'ai lieu de croire que Nicolas le "Roy — (1639-91, l'ancêtre de nos nombreuses familles "Roy originaires de la région de Beaumont — amena avec "lui dans le pays (en 1663) sa mère (ou une de ses soeurs). "En effet, le 7 novembre 1663, Adrien Blanquet (fils d'An-"dré et de Pérette Caperon), d'Angueville près Dieppe, "épousait à Québec, Anne Le Maistre, veuve de Louis le "Roy, de Saint-Remi de Dieppe".

Il s'agit bien ici de la mère de Nicolas Le Roy, Anne Le Maistre (1618-p 1693), dont le mariage avec Louis Le Roy avait eu lieu à Saint-Remy de Dieppe, le 27 avril 1638 (1). Nicolas Le Roy, fils de Louis Le Roy et de Anne Le Maistre, était né dans cette même paroisse, le 25 mai 1639 (2).

Nicolas Le Roy, accompagné de Jeanne Lelièvre (fille de Guillaume), sa femme, assista au contrat de mariage de sa mère, Anne Le Maistre, veuve de Louis Le Roy, avec Adrien Blanquet, que reçut le notaire Jean Gloria, à Qué-

(1) Archange Godbout, o.f.m., *Origine des familles canadiennes-françaises*, p. 67.

(2) Archange Godbout et Emile Vaillancourt, *La conquête du Canada par les Normands*, p. 230.

bec, le jeudi, 25 octobre 1663. Nicolas Le Roy et sa mère, étaient alors domiciliés à Québec.

Le 10 août 1662, les frères Jean et Nicolas Juchereau avaient concédé à Adrien Blanquet (1604-ant 1689), une terre de 2 arpents de largeur (située entre celles de Jacques Pifre, à l'est, et de Nicolas Godbout, à l'ouest), dans leur arrière-fief de la Chevallerie, en la future paroisse Saint-Pierre de l'île d'Orléans. Cette terre passa à Jacques Bernier dit Jean-de-Paris, dès 1664 (3), et finalement, en 1673, à Jean Leclerc (1638-80) — (4), époux de Marie Blanquet (1630-1709), issue d'un précédent mariage d'Adrien Blanquet. Celui-ci assista, en effet, au contrat de mariage de sa petite-fille, Anne Leclerc, fille de Jean Leclerc, (1638-80), maître-bottier, alors *absent en France*, et de Marie Blanquet, avec Jacques Bouffard (1655-1727), que recevait M^{re} Paul Vachon, notaire royal, le 25 février 1680.

Au recensement de 1666, Adrien Blanquet, tellier, habitant de l'île d'Orléans, a 62 ans; Anne Le Maistre, sa femme, est âgée de 49 ans. Au recensement de 1667, *Adrien Blanquet de la Fougere* n'a encore que 62 ans, tandis que sa femme n'en a plus que 48. Ces époux nourrissent 5 bestiaux sur 12 arpents de terre *en valeur*. C'est apparemment à cette époque qu'Adrien Blanquet fut "gardiatiaire des fruits de l'habitation délaissée par sieur Thomas Douaire (de Bondy (1636-66) — (5) — c'est-à-dire dans le petit fief Beaulieu, maintenant la paroisse Sainte-Pétronille de l'île d'Orléans.

Au recensement de 1681, Adrien Blanquet a 76 ans, et Anne Le Maistre sa femme, 63 ans. Ils ont 6 arpents de terre *en valeur* sur leur ferme, (à Saint-Jean) de l'île d'Orléans, située entre celles de René Asseline (Ancelin) (1614-95), à l'est, et de Charles Flibot (1644-p 1708, à l'ouest. Cette terre d'Adrien Blanquet-Lafougère, de 3 arpents de largeur, correspond aux Nos cadastraux actuels 221 et 228 de la paroisse Saint-Jean, I.O. (3).

(3) Extrait des notes du même auteur sur les terres de l'île d'Orléans.

(4) Ce n'est pas ce Jean Leclerc, comme le mentionne le *Dictionnaire Tanguay*, qui était surnommé *le Bouteleux*, mais Jean Leclerc (1647-1708), époux de Marie Couet, qui se fixa à Argentenay, paroisse Saint-François, I.O.

(5) Cf: *Dictionnaire Tanguay*, vol. II, p. 312.

Adrien Blanquet mourut vraisemblablement avant 1689, car sa terre, à Saint-Jean I.O., n'est pas indiquée, entre celles de René Ancelin (No 51), et de Charles Flibot (Nos 52 et 53), sur la carte de l'ingénieur Robert de Villeneuve, dressée cette année-là. Cette terre, de 3 arpents, passa pour moitié à Anne Le Maistre, veuve d'Adrien Blanquet, et pour l'autre moitié à Marie Blanquet, veuve de Jean Leclerc, l'unique enfant d'Adrien Blanquet.

Le 18 novembre 1693, par acte sous-seing-privé du frère Guillaume Baudoin, récollet, déposé au greffe Jacob, le 27 mars 1696, Anne Le Maistre, veuve (de Louis Le Roy et) d'Adrien Blanquet, faisait donation à Guillaume Le Roy (1667-1743), son petit-fils — fils de Nicolas — d'une habitation à *Beaumontel de la Durante*, située entre celle du dit Guillaume Le Roy et celle de Jacques Corriveau, mais comme il y avait différend entre Jacques Corriveau et Anne Le Maistre, au sujet de l'échange de l'habitation ci-dessus, contre celle de l'île d'Oléans, en la paroisse Saint-Jean, elle lui donnait cette dernière terre, en cas qu'il ne puisse avoir celle de la Durantaye; et ce, à la charge de la nourrir et entretenir, le reste de ses jours, etc. Ce serait donc chez Guillaume Le Roy son petit-fils, que décéda Anne Le Maistre, veuve de Louis Le Roy et d'Adrien Blanquet, après 1693.

Le 10 mars 1695 (cf:ibid), par billet du frère François Gosens, fait à Saint-Pierre, I.O., en présence de Gabriel Gosselin (1626-97), un voisin, comme témoin, Marie Blanquet (1630-1709), veuve de Jean Leclerc — demeurant dans l'arrière-fief de la Chevalerie — et fille de feu Adrien Blanquet, permettait à Guillaume Le Roy "de vendre la taire de defunt son paire pourvu qu'il lui donne la moitié de la somme".

Enfin, le 27 mars 1696 (gfe Jacob), Guillaume Le Roy, de la Durantaye, donataire d'Anne Le Maistre, sa grand-mère, et Jean-Charles Leclerc (1668-1749), de la Chevalerie, tant pour lui que pour Jacques Bouffard (1655-1727), Pierre Leclerc (1658-1736), Clément Ruel (1646-1709), de Saint-Laurent; Adrien Leclerc (1670-1746), Martin Leclerc (1674-1703), et René Pelletier (1659-1713) de Saint-Pierre, tous enfants et gendres de feu Jean Le-

clerc et de Marie Blanquet, et héritiers de feu Adrien Blanquet, leur grand-père, vendaient à Gervais Pépin-dit-Lachance (1676-p 1720), 3 arpents de terre de front, sans bâtiment, situés à Saint-Jean, I.O., entre: "deffunct René Asselin (Ancelin) et Charles Fribault (Flibot).

La carte de Catalogne, de 1709, situe bien cette terre de G(ervais Pépin-dit) -*Lachance*, entre celles de M(ichel Fortier, successeur de René Ancelin, au nord-est, et de Ch(arles) Felippeau (Flibot), au sud-ouest. L'aveu et dénombrement du 25 août 1725 (6) mentionne cette terre de (Gervais) Pépin-dit-Lachance, de 3 arpents de front, avec maison, grange, étable et 40 arpents de terre labourable, entre celles de Jean Royer, comme plus proche voisin du côté du nord-est, et Charles Fribot (Flibot fils (1684-1765), du côté du sud-ouest. Ce document omet deux terres, à l'est, entre celle de Jean Royer fils (1671-1743) et de Gervais Pépin-Lachance.

(6) Cf: Rapport de l'Archiviste de la province de Québec, pour l'année 1945-46, p. 28.

" AU VESTEMENT DU LIVRE ENR. "

159, Giroux - LORETTEVILLE

**Spécialités: Reliure - dorure - tous genres de boîtes
en carton pour bibliothèques.**

Propriétaires: René SAVARD, B.L.S., Gérant des ventes et des achats,
Bernard DORÉ, Gérant de production.

La famille De Hurel dite Flamand

Par GERARD MALCHELOSSE

Montréal

FIDÈLE au culte qu'il a voué à sa chère Mauricie, Mgr Albert Tessier nous est revenu dans le *Cahier des Dix* No. 5 (1940) avec une nouvelle tranche de l'Histoire du Saint-Maurice. C'est une dissertation en même temps qu'une relation détaillée de l'exploration scientifique de 1829 organisée pour pénétrer plus avant dans le territoire mauricien.

Partie des Trois-Rivières le 27 juin, l'expédition Ingall remonta le Saint-Maurice, puis pénétra sur son versant ouest pour obliquer ensuite vers le sud. Le 27 octobre, la petite troupe débouche dans les eaux de l'Outaouais. Cinq jours plus tard, elle atteint Montréal, après une randonnée qui avait duré 117 jours. De Montréal, Ingall et ses compagnons descendirent aux Trois-Rivières sur le vapeur *Chambly*.

Au cours de son article, Mgr Tessier mentionne la rencontre précieuse que fit l'expédition Ingall d'un chasseur nommé Flamand, "qui avait passé les quarante dernières années de sa vie parmi les Têtes-de-Boule, et qui avait fait la chasse dans une grande partie de l'étendue du pays que la troupe avait à traverser." M. Nixon, l'assistant de M. Ingall, obtint de Flamand un plan des lacs, tracé d'après la manière en usage parmi les Indiens, en même temps que plusieurs noms sauvages qui figurent encore de nos jours sur la carte géographique de la Mauricie.

Le nommé Flamand, que Mgr Tessier n'a pas identifié, n'était autre que Charles De Hurel, lequel portait, comme son père avant lui, le surnom de Flamand.

Né aux Trois-Rivières le 21 mars 1778, Charles De Hurel n'était encore qu'un adolescent lorsqu'il accompagna ses deux frères Jean-Baptiste et Joseph-Ambroise, de douze et dix ans plus âgés que lui, et qui n'en étaient pas, eux, à leur premier voyage dans l'Ouest pour le compte de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Il faut croire que la vie

des bois plût au jeune Flamand puisque, comme tant d'autres de son époque et Trifluviens comme lui, il préféra la liberté et les aventures à la vie simple, mais non sans charme, qu'on menait alors dans la somnolente petite ville des Trois-Rivières. Quoiqu'il en soit, Flamand s'acclimata à la vie errante des Sauvages et, sauf de rares apparitions dans sa ville natale, il demeura jusqu'à sa mort dans le Haut-Saint-Maurice, où il remplit durant de longues années le rôle d'interprète entre ses nouveaux frères les Têtes-de-Boule et les commis de traite des fourrures.

Flamand avait épousé vers 1810 une Sauvagesse du poste de Weymontachingue, nommée Abissasick, laquelle lui donna plusieurs enfants. Nous en connaissons au moins deux: Pierre-Antoine, né en 1812, et Pierre-François-Paul, né en 1817, tous deux baptisés sous le nom de Flamand, le 1er septembre 1835, le premier étant alors âgé de 23 ans, et le second de 18 ans, s'il faut en croire l'âge que leur donne l'acte de l'Etat civil de l'église paroissiale des Trois-Rivières.

Pour en revenir au père du trappeur et interprète Flamand, disons qu'il se nommait Jean De Hurel et qu'il était fils de Jean De Hurel et de Marie Landoc, de la paroisse Saint-Pierre, diocèse de Lille, dans les Flandres françaises, d'où venait apparemment aussi son ami Jean Sulte, l'aïeul de l'historien Benjamin Sulte.

Jean De Hurel était soldat de la garnison des Trois-Rivières, le 1er septembre 1759, lorsque comme tel, sur un ordre de Pillard, huissier royal et greffier de la juridiction des Trois-Rivières, il contribua à arrêter Marie, la Sauvagesse, qui avait tenté d'assassiner, le 20 août précédent, en leur domicile, rue des Pères, Mmes Chatelain et de Niverville.

Le 3 mai 1761, en présence de Jean Sulte qui lui sert de témoin, Jean De Hurel épouse, aux Trois-Rivières, Marie-Madeleine Labonne, fille de Pierre et de Marie-Madeleine Boisvert. Le 31 août suivant, il signe à son tour comme témoin au mariage de Jean Sulte à Thérèse Trudel. Mais ce n'est que le 2 février 1765, qu'un acte du notaire Pillard nous apprendra qu'il était tailleur d'habits. (1)

(1) Sulte, *Histoire de Saint-François-du-Lac*, p. 107, où une coquille en fait Jean de Enevel.

Le 22 juillet suivant, aux Trois-Rivières, "Jean de Hurel, tailleur d'habits," et "Jean Sulte, cordonnier," signent un acte comme témoins. Devenu veuf, Jean De Hurel épousa en secondes noces, aux Trois-Rivières, le 16 janvier 1786, Marie-Charlotte Vincent dite Lachaussée, (2) fille de Joseph et de Marie-Catherine Desjardins.

Jean De Hurel dit Flamand mourut aux Trois-Rivières, le 16 septembre 1805, âgé de 85 ans, donc né en 1720, laissant une nombreuse famille issue de ses deux unions conjugales.

Enfants du premier lit, tous nés et baptisés aux Trois-Rivières:

1. *Marie-Anne*, née 23 janvier 1762; décédée aux Trois-Rivières, 27 avril 1765.
2. *Marie-Anne-Catherine*, (3) née 9 juin 1763; décédée aux Trois-Rivières en 1846.
3. *Thérèse*, née 26 octobre 1764.
4. *Josette*, née 21 octobre 1765; décédée aux Trois-Rivières, 4 décembre 1776.
5. *Jean-Baptiste*, né 24 octobre 1766.
6. *Joseph-Ambroise*, né 20 septembre 1768.
7. *Angélique*, née 5 janvier 1771; décédée aux Trois-Rivières, 17 novembre 1772.
8. *Angèle*, (4) née 22 août 1773; épouse aux Trois-Rivières, le 19 janvier 1795, Joseph Raymond, fils de Joseph et de Jovite-Antoinette de Cotret; décédée aux Trois-Rivières, 11 juillet 1824.
9. *Michel*, né 2 février 1777; décédé aux Trois-Rivières, 12 février 1777.

(2) Marie-Charlotte Vincent est nommée Charlotte Poitevin en trois occasions, aux registres des Trois-Rivières: le 15 décembre 1792, au baptême de sa fille Marie-Josephte; le 9 septembre 1816, au mariage de sa fille Dorothée; le 11 janvier 1820, au mariage de son fils Pierre. Au baptême de son fils Joseph, le 2 juillet 1797, elle est appelée Marie-Charlotte Moquin. Puis, le 18 juillet 1797, à la sépulture du même Joseph, elle est dite Charlotte Meltier (?). Enfin, le 17 juin 1798, au baptême de son fils Pierre, elle est désignée Charlotte Mégnier (?). Ces actes méritent un examen attentif.

(3) En 1775-76, elle est chez les Ursulines des Trois-Rivières (I, 492, 493).

(4) En 1784, elle est chez les Ursulines des Trois-Rivières (I, 494, 503),

10. *Charles*, né 21 mars 1778; c'est lui qui épousa, vers 1810, *Abissasick*, Sauvagesse. Voir plus loin.

Enfants du second lit, également tous nés et baptisés aux Trois-Rivières.

11. *Jean-Baptiste*, né 25, b. 26 octobre 1786; épouse aux Trois-Rivières, le 29 février 1808, *Esther Pauzé*. Voir plus loin.

12. *Louise-Angèle*, née 7, b. 8 avril 1789.

13. *Catherine-Olivine*, née 4 juin 1791; épouse, en premières noces, *Michel Elie* dit Breton, et, en secondes noces, aux Trois-Rivières, le 30 juillet 1833, *Joseph Gailloux*, fils de *Joseph* et de . . . (le nom de la mère manque); décédée aux Trois-Rivières, 5 septembre 1844.

14. *Marie-Joseph*, née 14 décembre 1792; épouse, en premières noces, aux Trois-Rivières, le 1er mars 1824, *Pascal Barré*, fils de *François* et de *Marie-Anne Adam*, de *Sainte-Geneviève-de-Batiscan*; et, en secondes noces, aux Trois-Rivières, le 23 octobre 1826, *Joseph Pard*, veuf de *Marguerite Gauthier*.

15. *Dorothee*, née 16, b. 17 avril 1795; épouse aux Trois-Rivières, le 9 septembre 1816, *Philippe Couture*, fils de *Louis* et de . . . (ici encore le nom de la mère manque); décédée aux Trois-Rivières, 20 juin 1832.

16. *Joseph*, né 1, b. 2 juillet 1797, sous le nom de *Dehurel* dit *Lallemand*; décédé aux Trois-Rivières, 18 juillet 1797.

17. *Pierre*, né 17 juin 1798; épouse aux Trois-Rivières, le 11 janvier 1820, *Joseph Gignac*. Voir plus loin.

Nous avons dit que de *Charles De Hurel* dit *Flamand*, né aux Trois-Rivières, le 21 mars 1778, et de sa femme *Abissasick*, Sauvagesse, étaient nés plusieurs enfants, dont nous ne connaissons de façon sûre que:

1. *Pierre-Antoine Flamand*, né en 1812, b. à l'âge de 23 ans, aux Trois-Rivières, le 1er septembre 1835, en même temps que son frère:

2. *Pierre-François-Paul Flamand*, âgé de 18 ans, donc né en 1817.

De Jean-Baptiste De Hurel dit Flamand, né aux Trois-Rivières le 25 octobre 1786, et de Esther Pauzé sa femme, fille de Michel et de Charlotte Arbour, qu'il épousa aux Trois-Rivières, le 29 février 1808, sont nées:

1. *Marie*, en 1809, qui épousa aux Trois-Rivières, le 12 octobre 1829, Antoine Place, boulanger, fils de Joseph et de Marguerite Proulx.

2. *Marguerite*, en 1815; décédée aux Trois-Rivières, 12 décembre 1833.

De Pierre De Hurel dit Flamand, né aux Trois-Rivières, le 17 juin 1798, et de Josephte Gignac, née en 1790, de Jean et de Josephte Lafond, qu'il épousa aux Trois-Rivières, le 11 janvier 1820, nous connaissons:

1. *Pierre*, né et décédé le 18 octobre 1820, inhumé le 20 aux Trois-Rivières.

2. *Marie-Louise-Archange*, née aux Trois-Rivières, 10 mai 1828; décédée au même endroit, 7 octobre 1828.

Pierre De Hurel dit Flamand mourut aux Trois-Rivières, âgé de 66 ans, le 5 janvier 1864 et y fut inhumé le 7; et son épouse, âgée de 82 ans, en 1872 (?).

Ici s'arrêtent nos notes sur les deux premières générations des De Hurel dit Flamand. Leurs descendants, qu'il ne faut pas confondre avec les Autrage ou Hautrage dit Flamand, les Deguisse dit Flamand et les Ladrière dit Flamand, ont porté le surnom de Flamand. (5)

(5) Mgr Tanguay, *Dictionnaire généalogique*, I, 165; II, 87; III, 279, 280; IV, 36, 469; V, 75.

CE QUI COMPTE

Dépensez-vous tout ce que vous gagnez? Il est toujours possible de faire quelques économies. Economisez autant que vous le pouvez? Il est presque toujours possible d'économiser davantage. Ce qui compte, c'est l'épargne régulière. Mettez de côté chaque semaine, chaque quinzaine ou chaque mois, une partie de votre salaire ou de vos revenus. Ouvrez aujourd'hui un compte d'épargne à la

Banque Canadienne Nationale

ACTIF, plus de \$400,000,000

549 bureaux au Canada

15 succursales à Québec

Genealogy of the Bailly de Messein Family in the United States

By EDWARD-C. BAILLY

*White Plains
New York*

(Continued) (3)

IN 1840, after having been for several years a sub-trader at St. Peter's under Henry H. Sibley, his successor at the factory of the American Fur Company there, Alexis Bailly moved some eighty miles down the Mississippi and established an independent trading post at Wabasha. Although another trader had previously had a small post in the vicinity, Bailly is regarded as the real founder of the present city of Wabasha, which in the early days of steam navigation on the Mississippi became an important steamboat landing and outfitting point for new settlers arriving from the east and south. (39)

This town is located on the west bank of the Mississippi near the entry of a small tributary called the Zumbro river, which name is a corruption of the original French name, Rivière aux Embarras. It is only a few miles below the extensive widening of the Mississippi, called Lake Pepin, where René Boucher de la Perrière, a distant relative of Alexis Bailly, had in 1727 built Fort Beauharnois, which was rebuilt in 1736 by Jacques LeGardeur de St-Pierre, another relative. This fort was the site of the first Christian mission on what is today Minnesota soil. Wabasha is still nearer to the site of the original Fort Saint-Antoine, built in 1686 on the east shore of Lake Pepin by Nicolas Perrot, in what is now the State of Wisconsin. (40)

At this point Alexis Bailly built a large warehouse and later a general store, and for many years was the most

(39) St. Paul Dispatch, February 6, 1909; Wabasha County Herald, August 12, 1926.

(40) Minn. Hist. 8; 232-246; 11; 383.

prominent citizen of the town. There many a distinguished traveler enjoyed the hospitality of the Bailly home, which served as a hostel for those who had to tarry there.

On January 16, 1841, Alexis Bailly was nominated and appointed Justice of the Peace for Crawford County, Wisconsin, which then embraced a large territory including most of present day southern Minnesota and part of South Dakota. The original commission, signed by Governor Henry Dodge and bearing a formal oath to support the Constitution of the United States signed by Alexis Bailly, is now preserved in the Minnesota Historical Collections at St. Paul.

This appointment made Alexis Bailly the first civil officer in the region. Evidence that it was a position of considerable importance in that pioneer period is contained in a document dated May 6, 1841, preserved in the archives of the City of Wabaska. It consists of a warrant in which Justice Bailly orders the arrest of a "Certain Mulato by name of Warrick" for "arson and murder made and committed in St. Louis Missouri, in the State of Missouri". This document is endorsed on the back. "Served on the within named by bringing the boddy before Alexis Bailly Justice of the peace. Service and mileage 50 cents. John W. Boston, Constable. B. L. Hurd, Dept. Sherriff". (41)

This example of the long reach of the arm of the law, until then unprecedented in that neighborhood, prompted a local French-Canadian trader named Augustin Roque to remark to his sons, "My sons, it is necessary that you be very careful now, because the law has come to town. The law is the devil, and Mr. Bailly is the law".

Another and less enviable distinction, acquired by Alexis Bailly about this time, was to become the first and only slave-holder in the territory, when he purchased a negro from a Major Garland of the Fort Snelling garrison. One account says that it was a negro man, who died a year later. Another says that it was a negro woman, whom he set free in a year or two, and sent to her home in St. Louis.

(41) Wabasha County Herald, February 18, 1932.

In any event this slave-holding episode was of short duration. (42)

Alexis Bailly next appears in connection with the negotiation of the unsuccessful Sioux Treaties of 1841. At that time the Federal Government, under the concept that the Mississippi River would forever mark the extreme western verge of white settlement, had in mind the creation of an Indian territory in the watershed of the Minnesota river, to which to remove the various bands and tribes east thereof.

On July 31, 1841, at Traverse des Sioux in what was then Iowa Territory, James Duane Doty, Governor of Wisconsin Territory, acting as a special Indian commissioner, negotiated a treaty with the Sioux bands for the cession by them of some thirty million acres, lying north of the present boundry between Iowa and Minnesota and west of the Mississippi River, to be used as a permanent home for the Indians. And on August 11th of the same year he signed a supplementary treaty with another band adding about two million more acres to the cession.

Alexis Bailly's name appears among the signers of these treaties, both as secretary to Governor Doty and as a witness. The first of them is also signed by his brothers-in-law, William, Alexander, David and Oliver Faribault.

These treaties arrived in Washington for confirmation at an inopportune time, as President Tyler and his own party were at loggerheads, with the result that they were finally defeated in the Senate. This blasted once and for all the Utopian scheme to convert this rich region into an Indian refuge. Instead, present day Oklahoma became the Indian Territory, and that was still more lucky for the Indians (though not so intendel). (43)

In the "History of Old Traverse des Sioux", Judge Hughes commenting on the defeat of these treaties says: "No tears were shed because of their defeat, unless it were by the traders, who stood a chance to receive \$150,000 by the stipulations of the treaty to wipe out their bad debts."

(42) Holcombe, II; 67; St. Paul Dispatch, February 6, 1909.

(43) Holcombe, II; 285; Hughes & Brown, *Old Traverse des Sioux*, 165..

(p. 165) However, Hilcombe, the author of "Minnesota in Three Centuries", says that the idea was not as impractical, visionary and Utopian as many thought, and that it was defeated by the Democrats largely because it was a Whig Party measure.

In saying that the traders were probably the only ones to regret the failure, Judge Hughes appears to have overlooked the fact that there was a supplement to the main treaty with the so-called "half breeds", as people of mixed Indian and white blood, of whatever proportions, were called in the treaty. They were to cede to the United States their rights in a 350,000 acre tract, which had been reserved for them under a previous treaty made in 1830, in return for which they were to receive their proper proportions of a fund of \$250,000 created for the purpose. Among the signers of this supplement appear the names of Alexis Bailly's wife, Lucy, and two sons, Alexis P. and Henry G. Bailly. (44)

By 1843, Alexis Bailly was well established at Wabasha, and did his trading under the title of the "Lake Pepin Outfit". According to letters written him by H. L. Dousman, the agent at Prairie du Chien, the fur market at that time was improving, especially in regard to muskrat and raccoon skins. For a time it was expected that he would be appointed sub-agent for the Chippewa Indians. But the Office of Indian Affairs explained that the "Bureau and the Secretary of War thought it wrong to appoint a man related to the Indians by blood", and this was not done. In 1846, however, the United States Indian Agent, Amos J. Bruce, requested Bailly to take the census of the Tak-tape-sees band. In the same year he became the agent for the Wabasha region of the noted traders B. W. Brisbois and Henry M. Rice, of Prairie du Chien. (45)

Alexis Bailly was among those elected members of the first territorial legislature of Minnesota at the election held on August 1, 1849. In commenting on the quality of the membership, Holcombe says: "Of the personnel of the First Legislature it may be said that the members were, in

(44) See Hughes & Brown, Addendum-Copy of the Doty Treaty.

(45) Belliveau, 12-13.

intelligence and ability, above the average of pioneer legislators. * * * * Of the members of the House of Representatives. * * * * Alexis Bailly was of mixed French and Indian blood, but was one of the most intelligent and accomplished men in the Northwest in his time. He was well educated and his literary and other attainments were very superior" (46). The first session of this body met at the Central House in St. Paul on September 3rd of that year. At the second session of the same, held in January, 1851, the capital was located at St. Paul, the University at St. Anthony (afterwards named "Minneapolis"), and the state prison at Stillwater. It has been said that the outstanding service performed by Alexis Bailly as a legislator was, to have what is known in Minnesota as the "swamp land grant placed to the credit of the state common school fund. This is one of the reasons why Minnesota now enjoys a larger school fund than most of the other states of the Union. (47)

In this connection it should be noted that Alexis Bailly was always most solicitous to have his children enjoy the best in education. His sons Alexis P. and Henry G. Bailly attended schools at Lexington, Kentucky, and at Hillsboro and Galesburg, Illinois. A daughter, Isabelle, was sent to the Menard Academy at Kaskaskia, Illinois, and to the Convent of the Visitation at St. Louis, Missouri. A younger son, Daniel, was placed in an academy at Cherry Valley, New York. He also placed his sister, Sophie, with the Sisters of the Visitation at Georgetown, D. C. His account books and records in the late 30's and early 40's show the numerous bills, which he paid to these various schools for tuition, board and room as well as those of tailors and others for clothes, books, and supplies furnished to these children. (48)

Not long after Alexis Bailly settled at Wabasha, he was host for nearly a month to a young army officer, who had been detailed to select timber for some fortifications that were being built down-river. His name, then not well-known, was Captain Jefferson C. Davis, which later became famous (or infamous, depending on your political bias),

(46) Minn. Legislative Manual (1914), 202; Holcombe, II; 441.

(47) Wabasha County Herald, December 17, 1931.

(48) Belliveau, 9.

as Senator from the seceding State of Mississippi, and president of the ill-fated Southern Confederacy.

Jefferson Davis was the first of many distinguished travelers, both military and civilian, who ascended the river to Wabasha on the early steamboats, and availed themselves of the hospitality of the Bailly home. Among them was one destined to be even more famous, Ulysses S. Grant, later victor at Fort Donelson, and at Vicksburg, Commander-in-Chief of the Union Armies, conqueror of the Confederate idol, General Robert E. Lee, and President of the United States. Others were: James Shields, Union General, and also having the unique distinction of serving as a Senator from three different states before his death; Carl Schurz, fighting editor and Union General from St. Louis, Missouri; Floyd Buckner, Confederate General vanquished by Grant at Fort Donelson; and Marshall Field, the merchant prince of Chicago, Illinois. (49)

In 1851 another attempt was made to negotiate a treaty with the Sioux bands of southern Minnesota. This time the idea was quite different to that which had guided Governor Doty ten years previously, as explained above. Now the plan was to open this vast region to white settlement. It is pleasing to note that in this case it is generally conceded that it was the influence of the old traders, who understood the Indians and knew how to deal with them, that made the attainment of this end possible. One outstanding authority, commenting on the treaties of 1851 and their immense importance in the development of Minnesota has said; "*** had it not been for such men as Henry H. Sibley, Martin McLeod, Norman V. Kittson, William H. Forbes and Alexis Bailly, those treaties never would have been made ***". (50)

Again the place of meeting was at Traverse des Sioux, which is the name by which the treaties made there are known today. On this occasion the Federal Government was represented by Colonel Luke Lea, Commissioner of Indian Affairs, and by Governor Alexander Ramsey of the Territory of Minnesota. Alexis Bailly was placed in

(49) Wabasha County Herald, August 12, 1926; December 17, 1931.

(50) Folwell, I; 279; Belliveau, 12-13; Hughes calls it "the most important treaty ever consummated in the Middle West." (p. 175).

charge of the commissary, and looked after the transportation, shelter and subsistence of the treaty commission and its staff, a very important post in dealing with the Indians, and in this case vital to the comfort and goodwill of all, since the negotiations continued for more than three weeks.

The negotiations at Traverse des Sioux for the making of this treaty were considered of sufficient general interest to warrant the New York Tribune to send a correspondent, Colonel William LeDuc, to report the proceedings for its readers. The Minnesota press was ably represented by James M. Goodhue of St. Paul, the energetic and talented editor and publisher of the recently founded newspaper of that city called the "Minnesota Pioneer". Finally, the noted artist, Frank B. Mayer, of Baltimore, was on hand to sketch the picturesque setting and the more colorful personalities in this drama, and also incidentally to keep a diary record of his own as to the interesting things that he saw and heard. All of these accounts and sketches have been preserved, and constitute an unusually complete and detailed record of the course of events. (51)

From these we learn that Alexis Bailly, as Commissary and Camp Master, was regarded as one of the most important officials present; that his ingeniousness and efficiency in performing his various functions made him very popular with everybody; that the arbor of trees and leafy branches under which the parleys took place was erected under his supervision; and that it was he who lighted and passed around the peace pipe in the traditional Indian ceremony with which the discussions were opened.

Goodhue reported that "Alexis Bailly is certainly one of the most useful and active camp men that ever was". Mayer, in his diary refers to him as "that fine specimen

(51) In 1929, Brown & Hughes published their history of *Old Traverse des Sioux*, which contains copies of Goodhue's, LeDuc's and Mayer's notes, copies of the treaties of 1841 and 1851, and reproductions of many of the sketches made by Mayer at the parley. And in 1932, the Minnesota Historical Society published Mayer's Diary, illustrated with some of his sketches, under the title "*With Pen and Pencil on the Frontier of 1851*". Unless otherwise indicated, these two sources, and particularly the former, have been relied upon for the details of the parley, as herein described. Mayer's original sketches and diary are preserved in the Newberry Library at Chicago, Illinois.

of a French gentleman, Mr. Bailly". Holcombe calls him "that keen witted trader, the accomplished mixed blood Ottawa, Alexis Bailly".

According to Goodhue, the bill of fare for dinner on the first day was as follows: Soup — dog, buffalo tail, fish piskerel, muskrat; Meats — boiled ham, beef dog (prairie turnip sauce), buffalo, roast venison, elk, duck, swan; Vegetables — wild potatoes, wild beans, sweet wild pea; Dessert — a variety of French preparations too difficult for him to spell.

The proceedings were not without their social side. From that standpoint the most festive event that occurred was the marriage on July 11 1851, of David Faribault (Alexis Bailly's brother-in-law) to Nancy Winona McClure, the mixed blood daughter of an American army officer. Goodhue's account reads in part as follows: "About noon the marriage of David Faribault to Nancy Winona McClure took place in the marquee of the commissioners, in the presence of all the party of the camp and of several friends of the parties to be married. The bridegroom is a large handsome man, about 30 years old and the bride a fresh young girl of 14, large for her age, educated in the seclusion of the Mission house, and almost wholly unacquainted with the society of the whites. ***

"The marriage ceremony, in the Episcopal form, was performed by Alexis Bailly Esq., a justice of the peace in and for this county: after which the bridegroom produced an abundance of lemonade, which foamed and sparkled joyously as if it had been champagne, uncorked in any of the brown front palaces of New York. After the wedding, all went to dine together; and after dinner toasts and speeches appropriate to the occasion flowed freely."

Mayer's account does not differ materially, except that he says that "the marriage was announced by a salute of Champagne corks, the report of which soon summoned the camp to hilarious harmony, which flowed on through a hearty dinner and the subsequent toasts, and broke like the surf as the company dispersed singing simultaneously by individual and collective efforts, 'Sparkling and Bright', 'Auld Lang Syne', and 'Vive la Compagnie'. A speech

from the commissioner was translated into Sioux and delivered to the Indians." Governor Ramsey also responded to a toast. Mayer has also left us a charming sketch of the wedding ceremony showing the bride and groom standing beneath the leafy bower before a solemn looking magistrate Bailly, attired in frock coat and with hornrimmed spectacles on the end of his nose.

It may be interesting to note that the bride of the occasion lived to a ripe old age and was present 75 years later, when in 1914 the Daughters of the American Revolution marked the spot, where the Treaty of Traverse des Sioux was signed, with a large boulder bearing an inscribed bronze tablet, unveiled with appropriate ceremonies.

The Treaty of Traverse des Sioux was signed with due formality on July 23, 1851, by thirty-three Indian chiefs and headmen, by the Commissioners, and by nine white men as witnesses, among whom were Alexis Bailly and his brother-in-law, Alexander Faribault.

Following the making of the treaty at Traverse des Sioux, the officials repaired to Mendota, where on August 5, 1851, the so-called Upper Tribes signed a similar treaty, which brought the total area of land to be acquired from the Indian under the two treaties to 35,000,000 acres.

The Treaty of Traverse des Sioux (with some amendments which the Indians were later induced with difficulty to accept) was finally ratified on June 23, 1852. Afterwards, because of serious dissatisfaction on the part of the Indians, the amendments were stricken out and the treaty ratified by the Senate in the form in which it had originally been signed. Alexis Bailly was one of those selected by Governor Ramsey to assist him in making the disbursements to the Indians and traders provided for therein, which totaled \$593,050.

A map of the State of Minnesota shows that the lands ceded by the Indians under these treaties amounted to approximately one-half the area thereof, including 24,000,000 acres of the richest farming land in the world. The throwing open for white settlement of this agricultural empire brought an influx of new settlers and started an orgy of land speculation, which has been humerously described

by Edward E. Eggleston (who once taught school at Traverse des Sioux) in his widely read book, "The Mystery of Metropolisville". In any event, the making of the treaty of Traverse des Sioux marks an important milestone in Minnesota History.

Another instance in which Alexis Bailly was called upon to aid in the carrying into effect of the Treaty of Traverse des Sioux occurred in 1853. In that year Governor Gorman of Minnesota was ordered by the National Government to remove the Sioux bands to the reservation at Redwood, provided for them under the treaty. Serious trouble was anticipated, and the Governor consulted Sibley, Rice, Bailly and other experienced traders as to how the delicate and difficult task could best be accomplished. Under their advice the removal took place without serious incident.

Lucy Faribault Bailly died at Wabasha on May 4, 1855. After being a widower for nearly two years, Alexis Bailly married for his second wife Julia Maria Cory of Cooperstown, N.Y. The following year he built "Riverside", the historic Bailly home on the east bank of the Mississippi near the old steamboat landing at Wabasha. Erected in the era before railroad development, when the sternwheel steamboats plied "Old Man River" and practically monopolized transport of every kind, this stately home witnessed many a picturesque landing at Wabasha. The whistle, deep and resonant would announce the boat's approach. A motley crowd of whites, Indians and half-breeds would gather at the dock to welcome it. Negro deckhands would disembark the freight, singing the while dreamy southern melodies. There was much talk, laughter and music.

Alexis and Julia Bailly took a wedding trip by steamboat down the St. Lawrence river to Montreal and Quebec, but have left no record as to whether or not any attempt was made to contact Canadian relatives. Two sons were born of this marriage, concerning whom more details will be given below. Their father was not destined to live to see them grow up.

In the year 1858, the Territory of Minnesota was admitted to the Union as a State. One of the earliest concerns of the new authorities was to set up a military organization, or militia, for defense against possible Indians attacks, which was an ever present apprehension in the minds of the colonists. The plan which was made was to have its own regiment. Alexis Bailly was named Colonel of the regiment from the Wabasha district. That the danger was a real one was shown by the Sioux outbreak and New Ulm massacre of 1862, which, however, occurred after his death, and after many of the younger men had departed to fight for the Union in the Civil War. (52)

At this time the rumblings presaging the great internecine struggle that was about to take place between the North and the South over the issues of secession and slavery were already being distinctly heard throughout the country. Alexis Bailly must have been acutely aware of them, as his correspondence with the members of the family shows that he spent some time in Washington during these last years. Then came the firing by the Southern forces on Fort Sumter near Charleston, So. Car., and the rush to arms in the North, in which several of his sons joined Minnesota volunteer regiments and marched away. Their farewells to their father were for ever. He died on June 3, 1861, and was buried in the family plot in River View Cemetary at Wabasha.

Alexis Bailly was, as previously stated, twice married.

He married, first, on February 16, 1826, Lucy Anne Faribault, daughter of Jean Baptiste Faribault and of his wife, Pelagie Kinie, of Prairie du Chien and St. Peters. Their children were:

I

Alexis Phillip Bailly, born on November 23, 1826, at St. Peters at the confluence of the St. Peters and the Mississippi rivers, then in the Territory of Michigan but now in the State of Minnesota and called "Mendota". Served as first

(52) Folwell, II; 28n.

Lieutenant in the Fifth Minnesota Volunteers in the Civil War. Afterward lived at Big Stone, South Dakota, and at Watertown, South Dakota. Served two terms as Register of Deeds for Grant County, South Dakota. Died on his farm at Watertown, South Dakota, on September 18, 1898.

He married, first, about 1850, Elizabeth Dunn of Galesburg, Illinois. Their children were:

1. Belle Antoinette Bailly, born September 22, 1851. Married a Mr. Parks and resided at Kansas City, Missouri.
2. Alexis Francis Bailly, born September 5, 1853. Resided at Peever, South Dakota.
3. George Henry Bailly, born October 30, 1855. Resided at Los Angeles, Calif. Died in 1926.
4. Esther Elizabeth Bailly, died at birth.
5. Ida Cecelia Bailly, born November 18, 1858. Married a Mr. Louis Peake. Resided at Seattle, Washington.
6. Charles Edward Bailly, born November 5, 1860. Resided at Sisseton, South Dakota, and died there in 1902. Married and had two sons, Edward C. and Charles, who reside at Webster, South Dakota.

Alexis Phillip Bailly married, second, about 1864, Christine Burch, who was born in Switzerland on March 10, 1844, and died June 11, 1907. Their children were:

1. Daniel Grant Bailly, born November 1, 1864. Drowned in Mississippi river at age of fifteen.
2. Mary Elizabeth Bailly, born March 20, 1866. Married a Mr. Sample. Resided at Wilmot, South Dakota.
3. John Howard Bailly, born October 22, 1867. Resided at Peever, South Dakota.
4. Anna Christine Bailly, born June 28, 1869. Married a Mr. Mace. Resided at Spearfish, South Dakota.
5. Lucinda Harriet Bailly, born October 22, 1870. Married a Mr. Hasner. Resided at Casper, Wyoming.
6. Carlyle Bruce Bailly, born June 9, 1872. Died in infancy.

7. Jerminah Margaret Bailly, born April 19, 1874. Married a Mr. Malm, and resided at Brown's Valley, Minnesota, where she died on December 31, 1939. There were five children of this marriage, viz: A. Myrtle I. Malm, who taught history in the public schools of Hettinger, North Dakota, Mobridge, South Dakota, Guttenberg, Iowa, and Denver, Colorado, and now resides at 540 — 20th, Longview, Washington; B. Leo Malm, of Minneapolis, Minnesota; C. Howard Malm, of Sacramento, California; D. Charlotte Malm Smith, of Sioux City, Iowa; and E. William Arthur Malm, who died in November, 1949.
8. Elizabeth J. Bailly, born September 18, 1878. Married a Mr. McElhany and resided at Florence, South Dakota.
9. Samuel Andrew Bailly, born August 9, 1879. Resided on a farm near Florence, South Dakota.
10. Maude Florence Bailly, born May 3, 1883. Died in 1904.
11. Grover Cleveland Hendricks Bailly, born August 15, 1884. Resided at Marvin, South Dakota.
12. David Nathaniel Bailly, born July, 1887. Resided at Watertown, South Dakota.

II

Henry George Bailly, born on October 29, 1828, at St. Peters, then in the Territory of Michigan but now in the State of Minnesota and called "Mendota". He was the original proprietor and founder of the City of Hastings, Minnesota. After the organization of Minnesota Territory in 1849 he was a member of the territorial legislature for two sessions. Enlisted as a private in the Fifth Minnesota Volunteers during the Civil War and was later promoted to First Lieutenant; died January 7, 1865, as the result of wounds received at the Battle of Nashville, which took place December 15-16, 1864.

III

Frederick Edward Howard Bailly, born at St. Peters on August 9, 1831, and died there on February 11, 1833.

IV

Isabel Antoinette, born on August 6, 1833, at Prairie du Chien, then in the Territory of Michigan but now in the State of Wisconsin. Died while attending school at the Convent of the Visitation, St. Louis, Missouri, on February 14, 1849.

V

Lucy Ann Bailly, born on November 16, 1835, at Prairie du Chien, Michigan Territory, now Wisconsin. (No record of death, but probably died in infancy).

VI

Charles Edward Bailly, born on September 14, 1838, at St. Peters, then Wisconsin Territory but now in the State of Minnesota. Died there on February 28, 1839.

VII

Daniel Barthelmy Bailly, born on January 16, 1841, at Prairie du Chien, Wisconsin Territory. Commissioned Second Lieutenant in Second Minnesota Volunteers during the Civil War; transferred to and served as lieutenant in the 17th Battery, Indiana Light Artillery. After the war, settled in Colorado. Served for 30 years as postmaster at Hesperus, Colorado. Died at Home Lake Soldiers Home, Colorado, on January 16, 1921, and is buried at Durango, Colorado. Married on January 28, 1875, to Lou T. Waugh, at Black Springs, Texas. She was born in Red River County, Texas, on July 18, 1839, and died at Durango, Colorado, on April 10, 1909. Their children were:

1. Alvia L. Bailly, born March 20, 1881. Married on December 9, 1905, at Durango, Colorado, to Margaret Timothy. Succeeded his father as postmaster at Hesperus, Colorado. There were three children of this marriage, viz: A. Thomas Daniel Bailly, born on October 13, 1907, at Hesperus, Colorado. Married in 1928 to Zenna Arthur, and had one child born in 1930, named Ted L. Bailly. Was divorced in 1931. Served in World War II as sergeant in 310 Ferrying Squadron, U.S. Air Force. He was married for the second time in 1947

to June, and has one child born of this marriage in 1949, named Nancy Eulaine Bailly. Now resides in Ogden, Utah. B. Margaret Louise Bailly, born on July 14, 1910, and died November 2, 1933. C. William A. Bailly, born on January 24, 1913, at Hesperus, Colorado. Married in 1935 to Viola Gerard, and has one child born in 1939, named Alan Bailly.

2 & 3 Unnamed children, who died at birth.

VIII

Charles Edward Bailly, born on March 23, 1843, at St. Peters, then Wisconsin Territory but now State of Minnesota. Died at Wabasha on November 29, 1844.

IX

Marie Louise Bailly, born at Wabasha, then Wisconsin Territory but now State of Minnesota, on July 4, 1845. Married on November 20, 1869, at Wabasha, to Major Charles H. Hambleton of Chicago, Illinois, where they resided for many years. She died at the Soldiers 'Widows' Home at Wilmington, Illinois, on October 21, 1934. They are buried in Graceland Cemetery, Chicago, Illinois.

X

Esther Clothilde Bailly, born at Wabasha on December 28, 1848, and died there on March 10, 1850. (This was during the inter-regnum after the admission of Wisconsin as a State, and before the Territory of Minnesota was formally organized).

Alexis Bailly married for the second time at St. Paul, Minnesota, on February 18, 1857, Julia Maria Cory, daughter of Holder and of Edna Grace Cory of Cooperstown, New York. She came of a pioneer New England family, originally from Devon, England, which had settled near Tiverton, Rhode Island, and removed to Otsego County, New York, after the War for Independence. On the Maternal side she was a descendant of the Brainard and Spencer families of East Haddam, Connecticut, and of the Crissey family of Ancient Woodbury, Connecticut. Julia Maria Cory was born at Cooperstown, New York, on December 28, 1828, and died at St. Paul, Minnesota, on May

16, 1907. She is buried in River View Cemetary at Wabasha, Minnesota.

The children born of this marriage were:

I

1. *Charles Prince Bailly*, born on March 5, 1859, at Wabasha, Minnesota; died at St. Paul, Minnesota, on August 10, 1920. Married on May 6, 1886, at Hudson, Wisconsin, to Mary Etta Little, daughter of Frederick and Nancy Little. Mary Etta Little was born in Maine on April 20, 1858, and died at St. Paul, Minnesota, on September 20, 1913. Their children were:
 1. Beatrice Little Bailly, born on October 23, 1887, at St. Paul, Minnesota; now residing at 1879 Feronia Ave., St. Paul, Minnesota.
 2. Frederik Alexis Bailly, born on February 12, 1891, at St. Paul, Minnesota; died at Eau Claire, Wisconsin, on September 7, 1931; married on June 24, 1914, at St. Paul, to Mary Kuckler. There were four children of this marriage, viz: A. Donald Bailly, born on July 8, 1919, at St. Paul, Minnesota; served in U.S. Army in World War II; now resides at 596 Cherokee St., St. Paul, Minnesota. B. Lorraine Bailly, born on September 13, 1921, at St. Paul, Minnesota, married on September 10, 1943, at St. Paul, to Cy M. Wahlstrom; divorced in June 1948; married, second, on August 28, 1949, at Rockford, Illinois, to Sergeant Claude A. McCammon, U.S. Marine Corps; now residing at Parris Island, South Carolina. C. Frederick Bailly, born on March 13, 1924, at Park Rapids, Minnesota; married on November 8, 1947, at North St. Paul, to Eleanor Napoli; now residing at St. Paul, Minnesota. D. Dolores Bailly, born on July 1, 1926, at St. Paul, Minnesota; married on June 19, 1948, at St. Paul to Gordon Williams; now residing at 2192 West Como Ave., St. Paul 8, Minnesota.
 3. Elsie Julia Bailly, born on October 26, 1899, at St. Paul, Minnesota; married on July 21, 1915, at St. Paul, to Fred Clewett; there were three children of this mar-

riage, viz: A. Grace Beatrice Clewett; B. Helen Clewett; and C. Frank Clewett.

II

Franck Cory Bailly, born on July 23, 1860, at Wabasha, Minnsota; died at St.Paul, Minnesota, on October 17, 1915; married on October 26, 1885, at St.Paul, Minnesota, to Margaret Cashman, daughter of John and Johannah Cashman of Spencerport, New York. She was born at Spencerport, New York, on Jauuary 25, 1861, and died at St.Paul, Minnesota, on September 10, 1895. Served as private, corporal, and second lieutenant in First Infantry, Minnesota National Guard, from 1883 to 1891. They are buried in Calvary Cemetary at St.Paul. Their only child was:

.....
1. Edward Cashman Bailly, born on July 26, 1886, at St. Paul, Minnesota. He was educated in the parochial and public schools of St.Paul and Spencerport, New York; then attended Columbia University in the City of New York for six years, receiving the A.B. degree from Columbia College and the L.L.B. degree from Columbia Law School; while attending the latter was for two years on the editorial board of the Columbia Law Review; admitted to practice in the courts of the State of New York in March, 1909, and to the Bar of the Supreme Court of the United States in 1929; also a member of the bars of various Federal District and Circuit Courts of Appeal, of the Federal Treasury Department, and of the Interstate Commerce Commission; Life Member of the Minnesota Historical Society; Member of the New York State Historical Association, and of Société Généalogique Canadienne-Française; from 1918 to 1941 partner in the New York law firm of Hornblower, Miller, Potter & Earle and its successors firms to and including Willkie, Owen, Otis & Bailly, and since then in private practice in New York City and in Delaware County, N.Y.; author of the *Legal Basis of Rate Regulation* (1911); represented the minority stockholders of the Hocking Valley Railroad in the Nickel Plate Unification Case, and bondholders protective committees in the bankruptcy proceedings of the Chicago, Rock Island & Pacific Railroad, the Chicago, Indianapolis & Louisville Railroad, the

New York, New Haven & Hartford Railroad, the Missouri Pacific Railroad and the Fonda, Johnstown & Gloversville Railroad; member Advisory Board of the New York Foundling Hospital; member of The University Club of New York, and the Westchester Country Club of Rye, N.Y.; former Vice-President and President of the National College Fraternity of Alpha Chi Rho; now Vice-President & General Counsel of Carolina, Clinchfield & Ohio Railway; residence address 255 Soundview Ave., White Plains, N.Y. Married on October 3, 1911, to Elizabeth K. Donovan, daughter of Denis Donovan and Ellen Hayes Donovan of Oswego, New York. Their children were:

- A. Margaret Donovan Bailly, born on July 13, 1914, at New York, N.Y.; A.B., College of the Sacred Heart, Manhattanville, New York, and A.M. & Ph.D., Columbia University, New York; served as an officer in the U.S. Naval Reserves (W.R.) (Waves), and was discharged with the rank of Lieutenant, Senior Grade, in World War II;
- B. Edward Cashman Bailly, Jr., born on July 26, 1916, at New York, N.Y.; A.B., Yale College, New Haven, Connecticut, and L.L.B., Columbia Law School, New York, N.Y.; Flight Instructor in U.S. Army Air Force Primary Training in World War II; now resides at Barneveld, Oneida County, New York; married on September 10, 1942, at Utica, N.Y., to Louise Odell, daughter of Frederick and Louise Ebeling Odell of that city. Their children are: (1) Edward Odell Bailly, born at Orangeburg, South Carolina, on February 15, 1944; (2) Anne Louise Bailly, born at Utica, New York, on July 31, 1946; and (3) Frederick Denis Bailly, born at Utica, New York, on April 28, 1950.
- C. Ellen Hayes Bailly, born on December 6, 1920, at New York, N.Y.; A.B., Smith College, Northampton, Massachusetts; now Research Assistant at the Institute For Advanced Study, Princeton, New Jersey.

First Generation: Nicolas Bailly de Messein (Québec)
Second Generation: François Augustin Bailly de Messein (Sainte Anne de Varennes)

Third Generation: Michel Bailly de Messein (Sainte Anne de Varennes.)

Fourth Generation: Honoré Gratien Joseph Bailly de Messein (Porter County, Indiana, U.S.A.)

Fifth Generation: Joseph Philippe Bailly (Brooklyn, N.Y.)

In listing the children of the first marriage of Honoré Gratien Joseph Bailly de Messein (who in American historical writings is generally called simply "Joseph Bailly"), it was stated in the first part of this article that the second child of that marriage was called Joseph Philippe Bailly, who became a printer and settled in Brooklyn, N.Y. The following are the known details of his life:

Joseph Philippe Bailly was born on December 29, 1800, in that part of the Great Northwest Territory which is now the State of Michigan. He, like his older brother, Alexis, was educated in a Roman Catholic school in Montreal; and as a young man engaged in the fur trade as a trapper for the Hudson Bay Company. Later he became a printer and settled in Brooklyn, N.Y. There he was married on September 15, 1833, in St. James Roman Catholic Pro-Cathedral, to Jeannette Van Norden. She was born on October 17, 1810, at Bound Brook, New Jersey, and died on January 6, 1885, and is buried in the Kreitler Plot Greenwood Cemetery, Brooklyn, N.Y. He died on July 9, 1889, at Patchogue, Long Island, N.Y., and is buried in the Bailly Plot in Greenwood Cemetery, Brooklyn, N.Y.

Their children were:

I

Augustus Phillip Bailly, the oldest son, born and for many years resided in Brooklyn, N.Y. He was a Real Estate dealer and Estate Manager. Served in the Old 7th Regiment, N.G.N.Y. After retirement from business, resided at Monsey, Rockland County, N.Y.

He married (1) Elizabeth Rothery, who died December 6, 1902; (2) Orlean Stewart, who died July 6, 1908; and (3) Sally Stewart. No children.

II

- Sarah Cornelia Bailly*, born March 19, 1838, at Brooklyn, N.Y., and died October 21, 1916, at Patchogue, Long Island, N.Y., where she is buried. She married August 11, 1858, at St. Michael's Church in Brooklyn, N.Y., Captain Samuel Newey Smith of Patchogue. Their children were:
1. — *Jessie Smith*, born May 28, 1861, and died January 26, 1894. She was married March 21, 1891, to Zemri W. Butcher. They had one son, Jesse Butcher, born January 13, 1894, who now resides at 125 Maple Drive, Beverly Hills, California. Latter has been in newspaper and radio work, was twice married and has one son, Lawrence.
 2. — *Augusta Josephine Smith*, born June 19, 1863, at Brooklyn, N.Y., and died October 29, 1944. She was married September 16, 1897, at Brooklyn, N.Y., to William Briggs McDaniel. Their children were:
 - A. — Hattie McDaniel, born in November, 1897, and married a Mr. Renner; B. — Laura McDaniel, born January 29, 1898, and died April 11, 1943; C. — Betsey Micah McDaniel, born September 16, 1900, and married in June 1948, to Harry E. Geib; and D. — Orleanor, born in August, 1902.
 3. — *Ruth Smith*, born August 25, 1865, and died December 24, 1948. She was married September 25, 1888, to Charles D. Rice. Their children were:
 - A. — Ethel Cornelia Rice, born July 24, 1889; married June 30, 1927, to Henry Aschenbach; B. — Carleton Smith Rice, born January 30, 1891 (unmarried); C. — Irene Newey Rice, born July 26, 1894; married September 15, 1914, to Caleb Edwards (Their children: (1) Ruth Edwards, born July 18, 1915, married Fremont Long, one child, Linda Ruth Long, born May 13, 1949; (2) Alan Rice Edwards, born November 2, 1916, (unmarried); D. — Gladys Ruth Rice, born July 5, 1897; married April 7, 1917, to Joseph Kenneth Halka (Their only child: Marjorie Ethel Halka, born June 14, 1918; married September 9, 1949, to Leo Woodburn, and resides in Orange City, Florida).
 4. — *Samuel Newey Smith*, who died in 1948, unmarried.

5. — *Jay Jackson Smith*, who married and lived in California; no children.
6. — *Charlotte Smith*, who married William Osborne; no children.
7. — *Olive Jeannette Smith*, who died at the age of 4 years. Samuel and Sarah Bailly Smith had three other children, named respectively Newey Lincoln, Brewster, and Bradley all of whom died in infancy.

III

Mary Adelaide Bailly, born June 29, 1843, at Brooklyn, N.Y., and died February 3, 1931. She was married October 8, 1863, to Ulric Kreitler, a native of Eppenau, Grand Duchy of Baden. Their children were:

1. — *William Valentine Kreitler*, born July 29, 1865, and died November 3, 1938. Educated at Trinity School, New York, served as an officer in the Old 23rd Regiment of Brooklyn, N.Y., and was connected with the Remington Typewriter Company for 30 years. Married September 29, 1897, at St. Mathews Church, Brooklyn, N.Y., to Edith Kennedy. They had one child, Adelaide Palmer Kreitler, born December 17, 1898; married William J. Peterson, no children. Served in World War I in Canteen work; in World War II in A.W.V.S., and Red Cross. Now resides at Bayside, Long Island, N.Y.
2. — Addie Kreitler, who was born in August, 1873, and died in May, 1877.
3. — Robert Phillip Kreitler, who was born on November 3, 1875. He was educated at the General Theological Seminary, New York City, and was ordained a minister of the Protestant Episcopal Church at Garden City, Long Island, N.Y., on May 28, 1899. He was married on January 15, 1902, at Newark, N.J., to Jessica Lamoureux. They had one child, Robert David Kreitler, who was born on November 11, 1909, was educated at Princeton College and Yale Law School, and now lives at Wynnewood, Pennsylvania. He is connected with the Legal Department of the Bell Telephone System at Philadelphia, Pa. Married and has 3 children.

4. — Harriet Elizabeth Kreitler, who was born on July 17, 1883, at Mt. Kisco, N.Y. She was married on July 17, 1900, at Richmond Hills, Long Island, N.Y., to H. Albert Muller, who was born in Canada of German parents. He died in 1943. The Muller home is at 21 Gaines St., Huntington, N.Y. Their children were:

A. — Albert S. Muller, graduate of Cornell Agricultural School, Ithaca, N.Y.; plant pathologist, teacher in Agricultural Colleges in Porto Rico, Brazil, and Venezuela; Director of Agricultural Schools in Guatemala and in Tegucigalpa, Honduras, at which latter place he now lives; discoverer of plant diseases, which bear his name.

B. — Everett Muller, graduate of Guillman Organ School, New York City; organist and music teacher, now living at Huntington, Long Island, N.Y.

C. — Elizabeth Muller, who married Robert Voorhis and now lives at Annisquam, Massachusetts.

D. — Margaret Muller, who now lives at Huntington, Long Island, N.Y.

5. — *John Henry Kreitler*, born February 8, 1881, at Mt. Kisco, N.Y.; Highway Engineer, and for the last 25 years employed as such by the City of Berkeley, California, and now Assistant Superintendent of Streets there. Married (1) January 8, 1908, at Los Angeles, California, to Josephine Eleanor Boyer, who died November 1, 1919; their children were: A. — John Ulric Kreitler, born July 18, 1909, at Pasadena, California, who now resides at Nehalem, Oregon, is married and has 3 children; and B. — Mary Elizabeth Kreitler, born May 23, 1912, at Pasadena, California and was married May 2, 1934, to William L. Smith; they have one child, Barbara Kay Smith, born March 7, 1944, at El Paso, Texas.

Married (2) February 14, 1920, at St. Vincent's Catholic Church, Petaluma, California, to Elizabeth Agnes Cornwall; the only child of this marriage was Katherine Margaret Kreitler, born December 23, 1920, at Petaluma, California, who was married February 19, 1940, at St. Augustine's Catholic Church, Oakland, California, to Henry Wilson Berriman (Their children: (1) Linda Ann Berri-

man, born May 28, 1943, at Oakland, California. (2) Carole Jean Berriman, born October 17, 1946, at Berkeley, California.

IV

Joseph Xavier Bailly, who married Mary Lacey and lived in Albany, N.Y. Their children were: 1. — Joseph Xavier Bailly, Jr.; 2. — Grace Bailly; 3. — William D. Bailly; 4. — George Bailly.

V

Caroline Bailly, who married Christopher Claus and resided in Brooklyn, N.Y. Their children were:

1. — *Julius Claus*, (no data).
2. — *Arthur Claus*, who married and had 2 children.
3. — *Mabel Claus*, who married Theodore Johnson and had one daughter.
4. — *Christopher Claus*, who married but had no children.
5. — *Mary Claus*, who married and had two children.

VI

George Henry Bailly, born March 31, 1854. He married Augusta Silsbee, and they had one daughter, Sally Bailly, who married Mr. Faulkner.

VII

John Edmon Bailly, who was born on August 5, 1856, at Brooklyn, N.Y., and died on January 7, 1942, at Oceanport, N.J. He was married on April 12, 1887, at Katonah, N.Y., to Elizabeth Wilson. Their children were:

1. — John Edmon Bailly, Jr., who was born on January 21, 1888, at Brooklyn, N.Y. He was married on February 26, 1916, at Long Branch, N.J., to Mildred Morris. Their children were:

A. — Phillip Edmon Bailly, who was married on October 17, 1945, at Atlantic City, N.J., to Laurel Roberts. They have three children; (1) Nancy Bailly, born on September 30, 1946, at Asbury Park, N.J.; (2) Adele Bailly, born on

April 17, 1948, at Asbury Park, N.J.; (3) Elaine Bailly, born on April 26, 1950, at Long Branch, N.J.

B. — Randolph Morris Bailly, who was married on January 30, 1946, at Wilmington, Del., to Louise Fleetwood. They have two children; (1) Carol Anne Bailly, born on April 3, 1947, at Easton, Pa.; (2) Sandra Bailly, born on November 17, 1948, at Long Branch, N.J.

2. — Jeannette Marie Bailly, who was born on June 5, 1889, at Brooklyn, N.Y.

3. — William Bailly, who was born on January 1, 1891, at Brooklyn, N.Y., and died on July 14, 1892, at Little Silver, N.J.

4. — Ernest Tabor Bailly, who was born on February 5, 1893, at Little Silver, N.J. He was married on March 11, 1912, at Hoboken N.J., to Helen E. Read. Their children were:

A. — Ernest Tabor Bailly Jr., who was born on May 27, 1913, at Seabright, N.J. He is married and has two children; (1) Ernest Tabor Bailly, II, born on January 2, 1937, at Baltimore, Md.; (2) Barbara Marie Bailly, born on February 15, 1947, at San Bernardino, Calif.

B. — Howard Beck Bailly, who was born on November 29, 1916, at Brooklyn, N.Y. He is married and has one child, Helen Anne Bailly, born on October 7, 1946, at Baltimore, Md.

5. — Enos Wilson Bailly who was born on December 25, 1894.

6. — Violet Dean Bailly, who was born on April 12, 1897, at Oceanport, N.J. She was married on December 6, 1924, at Newark, N.J., to Dr. William A. Wirth, O.D. They have two children:

A. — Jeannette Marie Wirth, born on October 20, 1931, at New York, N.Y.

B. — Elizabeth Bailly Wirth, born on November 3, 1933, at Red Bank, N.J.

7. — Russel Bailly, who was born on January 12, 1900, at Oceanport, N.J., and died the same day.

La noblesse de France

Par ROBERT LAROCQUE DE ROQUEBRUNE

Paris

TOUT ce qui a vécu dans les faits appartient à l'Histoire a dit le vicomte de Marsay (Marsay: *De l'âge des privilèges*). La noblesse de France a vécu et elle est morte. Ce sont là deux faits historiques.

Le propre d'une noblesse est de former une classe privilégiée. C'est essentiellement ce que fut la noblesse en France. Son principal privilège a été l'exemption de la taille, impôt direct perçu sur tous les sujets roturiers du roi. De sorte que les prétentions nobiliaires se confondaient en France avec le désir d'échapper à l'impôt.

La noblesse en France a commencé avec la féodalité vers la fin du Xe siècle. C'est en 975 environ que l'on voit dans les pièces notariées apparaître les qualifications nobiliaires de chevalier et d'écuyer. Ce fut la possession des terres qui créa la noblesse. Le Roi, n'y fut pour rien jusqu'en 1270. Cette noblesse "chevaleresque" ou "noblesse de race", fut réputée la meilleure jusqu'aux derniers temps de la monarchie française.

La noblesse de race était celle que l'on recevait de son père. Cette noblesse de parage ou d'extraction était nécessaire pour être armé chevalier. Les *Etablissements* de saint Louis l'exigeaient. Pourtant, le moyen âge acceptait la noblesse utérine (de par la mère), pour la possession d'un fief. Le noble de par sa mère, était réputé noble de race (Dom Pelletier: *Nobiliaire de Lorraine*). Cette noblesse qui "se communiquait par les femmes" fut admise par toute la France féodale. Cette loi était d'origine romaine. Au XVe siècle, le chroniqueur Montsrelet cite Jean de Montaigu, fils d'un bourgeois de Paris appelé Gérard, gentilhomme de par sa mère. L'époux d'une fille noble et "fieffée", donnait naissance à des enfants nobles. Raymond de Montfaut, chargé par le roi Louis XI de la Recherche de la Noblesse en Normandie (1463), déclare dans son Mémoire, que "les

hommes qui sont nobles tant à cause de leur mère, de leur femme et par possession de fiefs, sont gentilhommes". Et Bacquet dans son *Droit de France* déclare: "les enfants par le moyen de leur mère, sont nobles et réputés nobles de race".

On a invoqué, par ignorance, la Loi Salique contre la noblesse utérine. Mais la Loi Salique (succession au trône de France par les mâles et exclusion des femmes), n'était observée que pour la couronne de France (Sémainville: *Code de la noblesse française*. Paris. 1858).

Selon la coutume féodale, dit Sémainville (*op. cit.*), le fils et le mari d'une femme en possession d'un fief, s'en trouvaient investis.

C'est en vertu de cette loi féodale que Marguerite de Rohan, héritière du duché comme fille du dernier duc, passa à son époux Henri Chabot tous ses droits sur la terre et sur le titre ducal. Les juristes de France lui donnèrent raison et le roi Louis XIV se conforma à la loi. Henri Chabot fut très régulièrement duc de Rohan de par sa femme. Leur fils aîné devint duc de Rohan et les cadets portèrent les noms de Rohan-Chabot.

Au Canada, la baronnie de Longueuil passa de la même manière à M. Grant, époux de la dernière Le Moyne de Longueuil, fille et héritière du dernier baron Le Moyne de Longueuil. Les juristes de France, notamment Me Raymond, avocat au Grand Conseil, déclarèrent que le titre de baron de Longueuil appartenait à M. Grant de par sa femme et devait passer à leur fils aîné. Et le Grand Conseil, composé de Boucher d'Argis, Delambon, Gerbier, Elie de Beaumont et d'Outremont, statua dans sa délibération datée de Paris le 22 Mars 1776, que les Grant étaient barons de Longueuil de par leur épouse et mère née Le Moyne, baronne de Longueuil (Consultation de Me Raymond et Délibération du Grand Conseil, pub. dans *Nova Francia*, Paris, 1929, No. 5 et 6).

La loi française ne prévoyait en ceci que la possession de la terre et celle du titre qui se transmettaient légitimement par les femmes. Mais les cadets gardaient en loi, le droit

absolu à la possession du nom. Ainsi, les cadets de Rohan continuèrent à s'appeler Messieurs de Rohan, comme les cadets Le Moyne avaient le droit de s'appeler Messieurs Le Moyne de Longueuil. Les branches cadettes portaient le nom du fief, mais sans pouvoir rien "prétendre sur le titre et la terre". Ils ne gardaient, comme on disait alors "que l'honneur du nom". Au Canada, les La Porte de Saint-Georges, étaient des cadets de la Maison très ancienne de La Porte, vicomtes de Saint-Georges en Berry. Le fief de St-Georges passa aux Coussay par le mariage d'un Coussay avec Françoise de La Porte, héritière de "la vicomté de St-Georges," en 1577. Mais les cadets La Porte, portaient légitimement le nom de St-Georges. On trouve d'innombrables exemples de cette coutume qui remonte aux temps féodaux. La même chose existe en Angleterre. Les ducs de Marlborough ont hérité le titre par une femme, Anne Churchill, fille du premier duc de Marlborough. Anne Churchill épousa Charles Spenser. Leurs descendants s'appellent Spencer-Churchill et l'aîné est duc.

Jusqu'en 1270, la noblesse en France était un droit de naissance. Elle était une noblesse de fief. "Il n'est pas de noblesse sans terre" est une expression de la juridiction féodale. Les roturiers ne pouvaient y accéder, que par mariage avec une héritière de fief.

Ce mot de roturier, que l'on croit, aujourd'hui, péjoratif, ne l'était pas au moyen âge, et n'était nullement pris en mauvaise part. Roturier vient du bas latin *ruptarius*, qui signifie briseur de terre, autrement dit laboureur. De même le mot *vilain* qui désignait simplement les habitants des villages, et qui a exactement le même sens que villageois. Il n'y avait rien d'injurieux à être traité de *ruptarius* ou de *vilain*, expressions qui désignaient un état de fait. Les mots de *ignobilis* ou *innobilis* employés dans les actes royaux, notamment dans les Actes de Philippe-le-Bel, s'opposaient simplement à chevalier ou écuyer, et ne possédaient nullement le sens que l'on a donné depuis au mot *ignoble*. Mais les roturiers, bourgeois des villes ou paysans, eurent des titres qu'ils avaient le droit de faire figurer dans les actes, à la suite de leur nom. Honorable homme, honnête femme et, à dater du XVII^e siècle, noble homme, furent des titres roturiers. "Ce sont des titres, dit Furetière, que l'on donne

dans les contrats, à ceux qui n'en possèdent pas d'autres et que prennent les petits bourgeois, les marchands et les artisans".

Enfin, les roturiers pouvaient acquérir la noblesse en achetant des fiefs nobles. Les riches bourgeois et les riches paysans achetaient aux nobles ruinés, des terres dont la possession finissait par assurer à leurs descendants la noblesse de fait. Cela se pratiqua longtemps et probablement tant que dura la monarchie en France. En dépit de l'Ordonnance de Blois (1579), qui supprimait la noblesse acquise par achat de fiefs, beaucoup de familles furent nobles parce qu'un riche roturier, leur ancêtre, avait payé la terre noble dont ils portaient le nom. Car, pendant tout le moyen âge, c'est la terre qui anoblissait l'homme.

Il existe encore en France, aujourd'hui, des traces de cette vertu anoblissante de la terre. Au Pays Basque, les paysans possesseurs de leur terre, se considèrent nobles. Tous les habitants de la vallée d'Ossau, en Béarn, étaient réputés gentilshommes, parce que cette vallée leur appartenait. On les appelait "les Messieurs d'Ossau".

D'ailleurs, l'amour de la terre, le respect de la terre était le propre de la législation nobiliaire française. C'est pourquoi les Français, depuis le haut moyen âge jusqu'à la révolution de 1789, portèrent des "noms de terre". Les bourgeois, les artisans et les paysans, imitèrent les nobles qui se nommaient comme la terre dont ils étaient seigneurs. Et les roturiers aimèrent de s'appeler comme la terre qui leur appartenait.

RAOUL L'ORFÈVRE

La noblesse féodale prétendait tenir sa qualité de Dieu. En effet, car le souverain, jusqu'en l'année 1270, ne créa aucun noble "par le fait du prince". Et les nobles se considéraient presque les égaux du Roi, qui se qualifiait roi de France par la grâce de Dieu. La noblesse du royaume était soumise à la Foi et Hommage. Ce serment se prêtait de vassal à suzerain. Mais le Roi était loin. Que lui devait-on? Le service militaire en temps de guerre. C'était tout. L'impôt du sang! Mais les autres impôts ne concernaient que les roturiers. La noblesse donnait son sang et sa vie et le peuple payait.

Mais un roi de France s'avisait, un jour de grande pauvreté, que la noblesse, c'est-à-dire l'anoblissement, pouvait très bien devenir une source de revenus pour la couronne. Ce roi, homme d'affaires se nommait Philippe III. C'est celui que l'Histoire a surnommé le Hardi. Plein de hardiesse, bien sûr, pour avoir inventé de battre monnaie avec des Lettres Patentes. Et, en 1270, Philippe III anoblit, par Lettres, Raoul l'Orfèvre. Le roi déclara que, désormais en France, le pouvoir, d'anoblir appartenait au souverain (Arrêt enregistré en 1286). Raoul l'Orfèvre, premier anobli de France, allait posséder, dans la suite des temps, une foule de collègues. La monarchie française considéra la faculté de faire des nobles comme une sérieuse source de revenus. A différentes époques, quand le besoin d'argent se faisait trop durement sentir au Trésor Royal, les Lettres Patentes s'offraient à la roture. Les riches bourgeois des villes, surtout, en étaient friands. En janvier 1588, d'ordre royal, douze bourgeois des bonnes villes furent anoblis "par mesure générale". Comme il fallait payer des droits de chancellerie, la mesure générale était une bonne mesure. En 1666, le roi Louis XIV, fit des fournées de nobles et en tira cinq millions.

Mais, parce que tous ces anoblissements privaient le trésor des impôts perçus sur ces anciens roturiers, on eut recours à un moyen très simple qui était la révocation des Lettres d'Anoblissement. De sorte que les braves gens qui avaient déboursé la forte somme pour se faire anoblir et ne plus payer la taille, se voyaient tout à coup obligés de la payer de nouveau. Le Roi déclarait, qu'ils n'étaient plus nobles. Il y eut là, de la part de la monarchie, une véritable escroquerie, une tromperie inqualifiable, car jamais le fait du prince ne se révéla plus arbitraire. Les révocations de Lettres de Noblesse eurent lieu sous presque tous les règnes. Sous Louis XI, sous Henri IV, sous Louis XIII et sous Louis XIV surtout (Révocation des Lettres de Noblesse en 1640, 1656, 1666, 1714), les anoblis furent sans cesse "remis à la taille" comme on parlait alors. La révocation de 1666 fut la plus sévère. Elle était conduite par Colbert et effectuée par les intendants dans les provinces et dans les villes. Les historiens ont estimé à 40,000 les nobles remis à

la taille par les Edits de Recherches de la Noblesse de Louis XIV. En 1696-1699, trois arrêts du Conseil du Roi ordonnèrent de nouvelles recherches de la noblesse. (Isambert: *Recueil des Anciennes Loix Françaises*, tome XX). Charles de La Cour de Beauval, avait la charge de faire les enquêtes. Ce fonctionnaire royal était aidé dans son travail, par des commis et des procureurs. La noblesse de France toute entière, depuis les ducs jusqu'aux nouveaux anoblis, fut forcée de présenter ses titres. Le Roi expliquait ses raisons dans sa déclaration du 4 septembre 1696: "Le principal objet que nous avons toujours eu de soulager nos sujets contribuables aux tailles, nous a excité, à l'exemple des rois nos prédécesseurs, a ordonner par arrêt de notre Conseil qu'il serait dressé des listes de tous les véritables gentilshommes et des états contenant les noms, surnoms et demeures des particuliers condamnés comme usurpateurs de la noblesse afin de les imposer et taxer d'office. Afin d'empêcher de se donner la qualité d'écuyer et chevalier et d'obtenir ainsi les exemptions de taille, les sujets non nobles, la recherche de la noblesse sera faite par tout le royaume". Nobles "de race" ou anoblis de fraîche date, étaient forcés de présenter leurs titres devant les commis de la Recherche. Ceux qui prouvaient une noblesse ancienne, étaient "maintenus". Mais, pour obtenir cette *maintenue*, il fallait payer. Quant aux anoblis par Lettres Patentes, il étaient forcés de "prendre de nouvelles Lettres de Noblesse", en payant, naturellement. Au défaut de ces formalités, la plus noble famille et de la plus incontestable noblesse, était déchue de ses droits et "remise à la taille", c'est-à-dire à payer l'impôt. Du règne de Louis XIII à la Régence du duc d'Orléans (1715), la noblesse française fut sans cesse "recherchée". Et, une famille, les Dupuy de Lézéville, qui "prouvait depuis 1400", une noblesse incontestable, dut faire sept fois les preuves.

Le Roi vendait la noblesse et cette marchandise royale s'annonçait comme toute marchandise. Le bon roi faisait de la réclame. Dans son Edit de 1696, Louis XIV prévenait les roturiers qui voulaient se faire anoblir qu'il tenait à leur disposition des Lettres de Noblesse. (Isambert: *op. cit.* tome XX.)

Lettres Patentes d'anoblissement et Recherches de la Noblesse, Révocations et Abolitions, tout cela rapportait au Trésor Royal des sommes si importantes que la monarchie française, depuis 1270, en tira un de ses meilleurs revenus. Philippe le Hardi avait vraiment frappé un merveilleux filon le jour où il anoblit, par Lettres, Raoul l'Orfèvre.

En 1371, Charles V accorda la noblesse à tous les bourgeois de Paris. Elle leur fut confirmée par Charles VI, Louis XI, François Ier et Henri II, mais Henri III révoqua ces anoblissements. Le même Henri III anoblit d'office, les Prévôts des Marchands et échevins de Paris (1577). Cette mesure fut étendue aux grandes villes de province. Les maires, jurats, échevins, capitouls de Lyon, Bourges, Angers, Poitiers, La Rochelle, Toulouse, Bordeaux et autres étaient nobles. On appelait cela "Noblesse de la Cloche". Sous Louis XII, tous les hommes d'armes étaient nobles. Henri IV révoqua cette noblesse. La Recherche de 1463 fut dirigée par Raymont de Montfaut, commis de Louis XI. Raymond de Montfaut fut accusé de "favoriser les uns, et de traiter trop rigoureusement les autres". Il fut prouvé d'ailleurs que Montfaut était vénal. Gilles-André de La Roque, dans son célèbre *Traité de la Noblesse* (1650), déclara que la Recherche de 1463 fut "un ouvrage imparfait car il est sans preuves".

La plupart des Juges d'Armes de France et Généalogistes des Ordres du Roi, chargés de vérifier les "preuves", furent d'ailleurs accusés de vénalité. La dynastie des d'Hozier, fut connue pour ses complaisances. Seuls, Clairambault (que l'on appelait Clairambault l'oncle, parce que son neveu lui succéda dans la charge de Généalogiste du Roi), et Chérin, eurent la réputation d'être honnêtes. Mais que dire des intendants de province et des commis chargés des Recherches? Dans les régions comme la Bretagne, le Languedoc et la Gascogne où la noblesse, était très nombreuse et très pauvre, il fallait être de bien sûre noblesse pour être maintenu. Mais les riches possesseurs de terres nobles, acquises "par finance", obtenaient facilement, en payant les commis, les plus officielles "confirmations".

Du règne de Louis XI à celui de Louis XV, on peut compter une vingtaine de Recherches de la Noblesse en

France. Sous Louis XVI, il y en eut au moins deux. Par l'Edit de 1614, toutes les Lettres d'Anoblissement sont révoquées. Par celui de 1634, "tous ceux qui 'ont obtenu des Lettres d'anoblissement depuis 1606, sont obligés de payer 1500 livres pour les faire confirmer, sinon seront déchus de la noblesse". Par celui de 1664, toutes les Patentes de noblesse "accordées par Sa Majesté ou ses prédécesseurs" sont abolies. Par son Edit de 1696, le Roi oblige "tous ceux qui sont de noblesse ancienne, à la vérification pour être maintenus et tous ceux qui ont été anoblis à se faire confirmer". En 1704, Edit de Mai qui crée 200 Lettres d'Anoblissement moyennant finance, et Edit d'Octobre 1704, qui supprime ces anoblissements. Elles furent d'ailleurs rétablies en 1711. Le 15 décembre 1711, Edit déclarant que des Lettres de Noblesse seront données à toutes personnes moyennant 6000 livres "de finance". En 1730, Edit qui révoque les anoblissements jusqu'à 1715. Enfin, nouveaux Edits en 1770 et 1771, qui les révoque jusqu'à 1715. La date de 1715, semble avoir été sacrée, on ne sait trop pourquoi. De sorte que les anoblis après 1715, furent de plus sûre noblesse que des anoblis de Philippe le Hardi.

Enfin, Louis XV créa en 1750, une noblesse militaire à l'usage des officiers roturiers. Le Roi déclarait, dans un langage magnifique, que les braves officiers qui ont servi Trente ans, seront anoblis ainsi que leur postérité, "anoblis par leurs actions, ils ont le mérite de la noblesse si ils n'en ont pas le titre". Mais cette mesure ne concernait que les officiers généraux (Isambert: *op. cit.*)

"En lisant ces divers Edits, écrit Grandmaison, on voit la vénalité de la législation d'alors et une avidité sans bornes qui assujettit à chaque instant les acquéreurs à de nouvelles taxes qui sont imposées contre la foi à la première institution. Et si l'on faisait une recherche scrupuleuse de la noblesse de France, combien de familles qui jouissent de la noblesse ne le seraient plus, si on les forçait de justifier du paiement de ces différentes taxes" (Grandmaison: *Dic. Héraldique*).

Le résultat de tout cela était que personne en France ne savait plus qui était noble et qui ne l'était pas. On avait

tant anobli et tant révoqué, que les meilleurs gentilshommes pouvaient toujours redouter d'être contestés.

Les descendants de Raoul l'Orfèvre, s'il en eut, furent obligés bien souvent de faire vérifier leurs Lettres d'anoblissement de 1270 et de payer pour être confirmés. Car les descendants de Philippe III le Hardi, puisèrent sans cesse dans ce sac à écus que fut leur sac à parchemins.

GENTILSHOMMES DE FRANCE

La noblesse française, sous l'Ancien Régime, était de trois classes: noblesse de race ou chevaleresque, noblesse par Lettres Patentes d'anoblissement, noblesse par charge. La noblesse de race était celle qui, datant d'avant l'année 1400, *sans anoblissement*, était la meilleure. C'était la noblesse d'origine féodale. Cette noblesse ne tenait pas ses titres du Roi mais de Dieu. En réalité, ils étaient, ces féodaux, redevables de leur noblesse à la terre seigneuriale possédée jadis par leurs pères. Certains d'entr'eux prétendaient à des origines fabuleuses. Les Lusignan croyaient descendre de la fée Mélusine et les Lévis se disaient cousins de la sainte Vierge. Mais la principale revendication de la noblesse chevaleresque, était de n'avoir "aucun principe d'anoblissement." Le Roi reconnaissait à cette noblesse, qui ne lui devait rien, sa prétention d'être la meilleure du royaume de France. Si beaucoup de grands seigneurs, quelques ducs et certains vicomtes, comme les La Roche Aymon, les Talleyrand et les Rochechouart, et le vicomte maréchal de Turenne, prouvaient une origine féodale indéniable, beaucoup de familles obscures et non titrées, souvent très pauvres, possédaient une noblesse chevaleresque des plus authentiques.

La noblesse de race était très enviée par les anoblis, même très anciennement nantis de Lettres Patentes. "On ne connaît pas l'origine de ma noblesse si ce n'est qu'elle a toujours été", écrivait le marquis d'Argenson dans ses Mémoires. En quoi il s'avancait beaucoup car les Voyer d'Argenson sortent d'un Philippon Voyer anobli par Lettres en 1498. De sorte que M. le marquis d'Argenson, quoique marquis, était de moins bonne noblesse que, par exemple, Henri Chabot qui sortait d'une race féodale, que MM. de Ferrabouc, de Razilly et Le Veneur qui, sans être titrés, prouvaient une noblesse immémoriale.

La noblesse par Lettres Patentes d'Anoblissement, était celle qui devait sa qualité d'un parchemin signé du Roi. Octroyée à un roturier, cette noblesse lui donnait le droit de prendre dans les actes, à la suite de son nom patronymique, le qualificatif d'écuyer, l'exemptait de la taille, lui permettait d'être jugé par un Parlement, enfin, lui donnait le privilège d'être décapité au lieu d'être pendu comme tout le monde. (Guyot: *Repertoire de Jurisprudence*, 1784). Cette noblesse s'achetait puisqu'elle se vendait. Et même de riches bourgeois furent parfois forcés par le Roi de l'acquérir. Charles VI obligea un gros "munitionnaire des vins" appelé Guillaume Bude, à acheter des Lettres de noblesse en 1339 et Charles VII anoblit de force le richissime argentier Jacques Coeur. Henri III, en 1576, imposa la noblesse à mille de ses "bons sujets" lesquels étaient tous des marchands. (St-Allais: *Dic. de la noblesse*). Un marchand de bestiaux du Pays d'Auge, en Normandie, Richard Graindorge, forcé de déboursier mille écus d'or, protesta. Mais en vain, il fut noble et paya. Gilles-André de La Roque, dans son *Armorial de Normandie* (1654), déclare: "Nous en voyons qui ont été faits nobles par force, par Edits, ayant été choisis comme riches et aisés pour accepter ce privilège moyennant finance. De ce nombre a été un gros marchand normand, qui y fut obligé en 1577. J'en ai vu les contraintes entre les mains de son fils."

Le Roi anoblissait par Lettres les officiers roturiers et les gens qui avaient rendu des services à l'Etat. C'est de cette manière que furent anoblis les frères de Jeanne d'Arc. Le maréchal Faber et le maréchal Chevert, furent des anoblis. Enfin, l'anoblissement militaire de Louis XV adjoint à cette classe une foule de braves officiers. Ces glorieux anoblis donnaient du lustre aux autres.

Au Canada, les traitants de fourrures Le Ber et Aubert, furent des anoblis par finance, mais le brave Hertel reçut des Lettres de noblesse à cause de ses exploits guerriers. Celui que le Père de Charlevoix a appelé le héros de la Nouvelle-France, était trop pauvre pour payer les droits de chancellerie de ses Patentes. Le Roi le sut et paya pour lui. De sorte que l'anoblissement d'Hertel est peut-être le seul qui n'ait rien rapporté à la couronne et même qui lui ait coûté quelques écus.

La noblesse par charge, était peut-être la plus nombreuse. Sous les règnes de Louis XV et Louis XVI, quatre mille charges étaient anoblissantes. Comme la législation française reconnaissait l'hérédité à tous les descendants d'un anobli, cette noblesse était infinie comme disait Saint-Simon. La magistrature conférait d'office la noblesse à ceux qui ne la possédaient pas. De même les présidents de cour criminelle, de la Grand'Chambre et autres cours de justice, devenaient nobles. Aussi, les présidents de la Cour des Comptes. Enfin, "la mairie" et l'échevinage de certaines villes, conféraient la noblesse. Louis-Antoine de Bougainville, fils d'un échevin de Paris, était gentilhomme de cette façon, de même que les Taffanel de La Jonquière, descendants d'un capitoul de Toulouse.

La noblesse de robe, c'est-à-dire la magistrature, comptait dans ses rangs des gens qui, sortis de familles féodales, "prouvaient" une noblesse de race. Le président de Brosse, le président de Salaberry, le président de Marillac étaient dans ce cas. Mais le président Molé, le président Séguier, le président de Harley, le président Hénault, le président Tambonneau étaient de noblesse de charge.

Une dernière charge était anoblissante, celle de Conseiller-Secrétaire du Roi. Cette charge se vendait au plus offrant. C'est celle qui a fait le plus de nobles.

La simple noblesse prenait la qualité d'écuyer ou de chevalier. "La qualité d'écuyer est entièrement caractéristique de noblesse dans tout le royaume de France dit Grand-maison (*Dictionnaire Héraltique*). Que l'on fût de famille féodale ou anobli de la veille, tout gentilhomme français, non titré, était écuyer. Les ducs se qualifiaient de hauts et puissants seigneurs.

Les titres étaient de différentes classes comme la noblesse. Il y avait trois espèces de ducs : ducs pairs, ducs non pairs et ducs à brevet. Uzès, Luynes, Gramont, Richelieu, Mortemart, Noailles, La Rochefoucauld étaient ducs pairs. Les ducs non pairs étaient possesseur d'une terre érigée en duché. Quant aux ducs à brevet, comme d'ailleurs une infinité de marquis et de comtes ou vicomtes et barons qui possédaient leurs duchés, marquisats ou comtés et baronnies sur un carré de parchemin signé du Roi, leurs brevets n'étaient

pas enregistrés. Ces derniers titres n'étaient pas transmissibles à moins qu'un nouvel acte du Roi n'intervint. Seuls les ducs pairs de France avaient droit de siéger au Parlement.

Les ducs de toutes catégories étaient traités de "cousins" par le souverain. Cet honneur était fait aussi aux cardinaux et maréchaux de France.

Le premier marquis de France était celui de Nesle et le plus ancien était le marquis de Trans, de la Maison provençale de Villeneuve. Ces titres tenaient à des terres érigées en comté de Villeneuve. Ces titrés étaient obligés, aux Recherches de la Noblesse, de se faire confirmer leurs titres et de payer pour cela. Les titres à brevet, sauf celui de duc, s'achetaient comme le reste, mais coûtaient assez cher. En 1627, la confirmation des titres de marquis, comtes, vicomtes et barons coûtaient 1000 livres, les deux premiers, 500 écus les deux autres. L'octroi de ces mêmes titres coûtait le double. (Archives du Ministère des Aff. Etrang. Mém. et Doc. Vol. 787). Plus tard, sous Louis XIV surtout, les prix avaient monté et il devint ruineux de se faire confirmer comte ou marquis, encore plus d'acquérir ces titres par finance.

Par "courtoisie", on donnait des titres aux officiers généraux et aux magistrats. La magistrature surtout s'était emparée du titre de marquis, à la grande colère de Saint-Simon, dans le secret de ses Mémoires. La noblesse militaire se paraît plutôt d'une couronne de comte. L'honnête Clairambault, généalogiste du Roi, avouait en 1748 au premier commis de la Guerre: "Quoique dans la règle je ne dusse passer dans les preuves de MM. les chevaliers des Ordres, aucun des titres de comtes, marquis, barons qui ne sont revêtus de Lettres Patentes régistrées, je me trouve bien obligé souvent de suivre le courant parce que de le refuser à un lieutenant général quand il est ainsi qualifié dans ses brevets et provisions, ce serait sembler vouloir le dégrader et me faire une affaire personnelle. Cependant cela est, je l'avoue, contre toutes les règles, de même que les couonnes qu'ils mettent à leurs armes, en conséquence de ces titres imaginaires". Ainsi, les titres que portaient certains gouverneurs du Canada, comme le marquis de Tracy dont M. Chapais s'est demandé avec inquiétude s'il était bien marquis n'étaient pas toujours véritables. Les gouverneurs du Canada avaient

le titre "de courtoisie" de marquis. Et Duquesne le rappela dans une lettre: "Il a été d'usage de donner un titre d'honneur aux gouverneurs du Canada, et Sa Majesté a accordé au sieur de La Jonquière, celui de marquis qu'avaient eu ses deux prédécesseurs". (Bib. N. Paris. *mms. N.A.F. vol. 9279, f. 54*). Et Duquesne fut marquis comme l'avaient été avant lui Vaudreuil et Beauharnois. Titres nus, titres de courtoisie, titres sans terre et sans brevet étaient tolérés pour des gens importants." Tout seigneur pouvait porter un titre à la cour, aux armées, en tous lieux et le roi reconnaissait ces titres d'honneur dans les provisions, brevets, contras de mariage, en y opposant sa signature". (Gaston Bernos: *La Législation Nobiliaire*, 1892). D'ailleurs, on ne pouvait être présenté à la Cour, que paré d'un titre et les gens qui n'étaient que de bonne noblesse ancienne, mais non titrée, en recevaient un, pour la circonstance. Un jeune homme, M. de Létorière, allait être reçu à la Cour, mais ne possédait pas de titre. "Je permets, dit Louis XV, que M. de Létorière me soit présenté sous le titre de comte." Et M. de Létorière fut comte pendant deux heures.

La présentation à la Cour n'était d'ailleurs possible qu'à une certaine catégorie de la noblesse. Il fallait être noble de race pour obtenir ce que l'on appelait "les honneurs de la cour", c'est-à-dire être présenté au Roi avec sa femme, monter dans les carrosses et assister à sa chasse. Les preuves de noblesse exigées, étaient de remonter, au moins, à l'année 1400, sans anoblissement. Ainsi, le Roi demandait à ceux qui avaient l'honneur de l'approcher, une noblesse meilleure que celle qu'il pouvait donner. De sorte qu'un anoblissement connu devenait un empêchement, même si cet anoblissement datait de très loin. Des gens furent récusés parce que leur famille avait été anoblie en 1407. Le généalogiste Chérin, chargé de l'examen des "preuves" pour les honneurs de la Cour, n'admit pas M. de Folleville dont la noblesse remontait à 1490. M. d'Estournel ne fut pas reçu parce que sa famille ne "prouvait" que depuis 1440. M. Du Bois de La Furonnière ne put monter dans les carrosses du Roi car il ne prouvait que depuis 1405. Il lui manquait cinq ans. Le fils du marquis de Montcalm voulut, en 1776, être admis aux honneurs de la cour. Il ne le fut pas car Chérin révéla que les Montcalm avaient été anoblis en 1439, par

Charles VII (Bibliothèque N. *Fonds Chérin*, vol. 140. art. *Montcalm*). Le vicomte de Beauharnais tenta d'avoir les "honneurs" en 1786. Mais Chérin lui prouva, pièces en main qu'il n'était même pas noble. (Bibliothèque N. Paris, *Chérin*, 19, art. *Beauharnais*). De sorte que les Beauharnais ou Beauharnois, qui étaient marquis et comtes et vicomtes, mais qui sortaient d'un marchand d'Orléans et qui n'avaient jamais été anoblis, étaient simplement des roturiers.

Les descendants de ministres, de maréchaux, de chanceliers étaient reçus d'office aux honneurs de la cour sans autre preuve que leur filiation avec l'illustre personnage. Il arrivait aussi que le Roi "dispensât" de preuves, des gens qu'il tenait à voir. Ainsi furent reçus aux honneurs "par ordre", comme Chérin l'inscrivait dans le coin de son Mémoire, les Voyer d'Argenson, Jourda de Vaux Franquetot de Coigny (lequel était duc à brevet), Colbert, Letellier, marquis de Louvois, Le Tonnelier de Breteuil, Bésiade d'Avaray (duc à brevet), Gravier de Vergennes, etc. La dispense et l'ordre du Roi furent même nécessaire pour les Luynes, qui étaient ducs-pairs, mais dont l'origine était un notaire vivant à la fin du XVI^e siècle. Et cela, alors qu'un obscur gentilhomme, souvent de famille pauvre, mais prouvant une noblesse chevaleresque, était reçu chez le Roi au seul vu de sa généalogie et de ses "preuves". De sorte que M. de Kermel, gentilhomme pauvre de Bretagne, ou M. de Montlezun, gentilhomme sans le sou de Gascogne, étaient de meilleure noblesse que M. le duc de Luynes ou que M. le duc d'Avaray.

L'Ancienne France avait des moeurs, des coutumes et des lois que nous ne comprenons plus très bien, parce que nos idées d'aujourd'hui nous nuisent pour pénétrer dans cette civilisation et entrer dans ce passé. Mais elle avait le sens de la grandeur. Sa législation nobiliaire peut paraître étrange, vénale par certains côtés et arbitraire. Mais elle possédait une logique tout humaine. La noblesse du Roi pouvait s'acquérir par les belles actions militaires, par les services civils et par l'argent. Mais la noblesse de Dieu était héréditaire, immémoriale et la première en France.

(à suivre)

Service: "Photos-Documentaires"

"PHOTOSTAT"

•
Spécialistes en copies de documents

•
Seule maison du genre à Québec

•
Ouvrage confidentiel

•
TREMBLAY & DION, Inc.,
125, Côte d'Abraham,
Québec, Qué.

Tél.: 2-6427

Déposez régulièrement, le succès est au bout

Solide comme le rocher de Québec

•
LE FOYER DE L'ÉPARGNE

•
Fondée en 1848

La Banque d'Économie de Québec

Siège social: 21, rue St-Jean

12 succursales à Québec et 2 à Lévis

La Librairie DUCHARME Limitée

**Le plus grand centre de Canadiana en Amérique
avec ses 300,000 volumes**

annonce la vente d'un choix considérable de livres provenant des bibliothèques de M. Gustave Lanctot, de E.-Z. Massicotte, de l'abbé Azarie Couillard Després, de Francis-J. Audet, du chanoine Georges Robitaille et autres, de même que de la célèbre collection de

Me VICTOR MORIN

ancien président de la Société Royale du Canada et notaire à Montréal



Canadiana, Americana, Gravures, Autographes, Manuscrits, Cartes, ex-libris, Revues, Littérature, Sciences, Curiosités, rayons de bibliothèques, etc... Histoire, biographies, monographies paroissiales, généalogies, ouvrages sur l'Acadie, le Nord-Ouest, etc.

(Catalogues envoyés sur demande)

LIBRAIRIE DUCHARME LIMITEE

995, Boulevard Saint-Laurent,

MONTREAL, Canada.

**Nous avons des raisons
d'être fiers du passé
de notre pays**

**VOUS SEREZ FIERS DE VOS
TRAVAUX D'IMPRIMERIE
EXÉCUTÉS CHEZ**



**IMPRIMEURS
LITHOGRAPHES
• ÉDITEURS •**

Studio d'Art

•

8125 St-Laurent

MONTREAL 14

DUpont * 5787



LES PRODUITS DE L'ÉRABLE

“CITADELLE”

Sont de nos jours de précieux auxiliaires dans la cuisine moderne. D'une pureté et d'une valeur insurpassables, ils font des desserts délicieux en même temps que nutritifs.



LES PRODUCTEURS DU SUCRE
D'ÉRABLE DU QUEBEC

Bureau: Edifice Desjardins,

Avenue Bégin, Lévis.



La Capitale de la Province de Québec, depuis la Confédération

QUEBEC

1 5 3 5

1 8 3 1

1 6 0 8

1 8 3 3

*Siège du Gouvernement du Canada, pendant plusieurs années,
avant 1867*

- 1535 Séjour de Jacques Cartier à Québec.
- 1608 Fondation de Québec par Samuel Champlain.
- 1831 Octroi de la première charte municipale à Québec.
- 1833 Élection du premier conseil de ville de Québec.

CONSEIL DE VILLE — 1950-53

Maire et Président du Comité Administratif: Son Honneur Lucien Borne.
Leader du Conseil de Ville: M. l'échevin Alphonse Boutet.
Membres du Comité Administratif: MM. les échevins D. Blais, L.-E. Caron, H. Gagnon, A.-H. Légaré, J. Matte et W. Samson.

Autres membres du Conseil de Ville: MM. les échevins H. Beaupré, U. Bédard, G. Boucher, D. Burns, U. Caumartin, A. Chalifour, J. Conseiller, G. Flibotte et R. Gendron.

Ville historique, port de mer d'importance nationale, centre touristique, Québec attire, tous les ans, en temps normal, des centaines de milliers de visiteurs.

Sur le sol du vieux Québec se sont déroulés, pendant des siècles, les principaux événements de l'histoire de notre pays.

Un vaste territoire agricole, très prospère, entoure notre ville. D'immenses domaines de chasse et de pêche se trouvent à quelques milles à peine de l'ancienne capitale.

QUEBEC est l'endroit idéal pour l'établissement de nouvelles entreprises commerciales et industrielles.

LES PARCS DE LA PROVINCE

Le gouvernement de la province a constitué, dans les grandes régions du Québec, des réserves ou parcs destinés à la récréation de notre population.

Choisis pour la commodité de leur site, la richesse et la variété de leur végétation, l'abondance de leurs ressources sportives, ces parcs ont conservé une beauté primitive à peine effleurée par la construction de quelques camps rustiques; ils sont devenus des lieux de repos, de détente et de distraction comme il en existe peu ailleurs.

Les citoyens de Québec, de même que les touristes, sont invités à visiter les parcs provinciaux. Le réseau routier de la province, l'un des meilleurs de notre pays, conduit à ces régions. Visiter les parcs provinciaux, c'est refaire ses forces au contact de la nature.

l'Office provincial de publicité